

Le double sens de la migration. «Le coût» de l'adaptation culturelle

Dumitru Zait¹

RÉSUMÉ

*Parmi les facteurs de la globalisation et aussi comme variable exogène de celle-ci, on pourra identifier la migration moderne. Parfois nommée «la libre circulation», ce processus connaît actuellement une ampleur sans précédent, particulièrement comme effet de quelques mutations plus ou moins attendues: la transition vers l'économie de marché de quelques pays ex-communistes, l'expatriation des affaires et des emplois, la **mondialisation de la formation et de la recherche etc.***

En principe, on pourra considérer deux types de migration: le premier concerne l'exode incontrôlé des individus sous la pression économique et sociale et dans la recherche d'un «meilleur pays»; le deuxième concerne les expatriés soumis aux règles de leurs employeurs.

Pour les deux se pose un même problème: l'adaptation aux conditions culturelles spécifiques dans chaque pays d'accueil. Cette adaptation comporte, elle-même, un coût qui a deux dimensions, lui aussi: une dimension individuelle et une autre sociale. Et les deux ont, à leur tour, une expression monétaire et une autre psychologique. L'individu et les deux sociétés d'appartenance (celle d'origine et celle d'accueil, en même temps) partagent d'une manière plutôt inégale ce «coût» d'adaptation culturelle.

Notre étude comporte une démarche plutôt déductive, basée sur des observations directes et des estimations statistiques, en essayant de mettre en évidence la dimension de ce coût à trois niveaux: individuel, group d'origine et group d'accueil.

¹ Universitatea «Al.I.Cuza» Iasi, Romania.

1. LES PREMISSES ET LES CONDITIONS DE LA DEMARCHE

Notre étude a eu comme but d'identifier les raisons, les directions et les difficultés de l'adaptation culturelle des migrants de et vers les pays de l'Europe Centrale et Orientale, concernant plus particulièrement le cas de la Roumanie. Les résultats de cette démarche ont été obtenus sur base d'une analyse phénoménologique portant sur des données statistiques et des observations directes effectuées dans des groupes d'émigrés roumains dans différents pays d'Europe et d'Amérique du Nord (EU et Canada).

Au cours de notre analyse et de nos observations directes, nous avons rencontré des difficultés importantes que nous ayons essayé de surmonter par des discussions particulières avec des spécialistes ou des sujets rencontrés sur place.

Une première difficulté concerne les statistiques officielles, très loin d'être exhaustives, complètes et pertinentes. Nous avons choisi la période 1986-1998 pour laquelle les statistiques semblaient être assez révélatrices et disponibles. Mais, les données étaient globales, non-structurées par catégories de migrants et par destinations – emplois. Et, plus grave, les statistiques disponibles ne comprennent pas de données sur les migrants clandestins ou semi clandestins (étudiants en formation prolongée, travailleurs saisonniers roumains à l'étranger ou étrangers en Roumanie, etc.)

Les observations directes ont été soumises à des contraintes très importantes. Notre expérience porte sur quelques contacts directs avec des émigrés roumains en occident et non pas sur un échantillon scientifique, bien structuré et dimensionné. Trois jours parmi les clandestins à Rome, quelques jours dans un group de roumains à Paris et à Madrid, des rencontres occasionnelles avec des chercheurs du travail et des étudiants roumains à Bratislava, Zagreb, Cologne, Lille, Budapest, Prague, Istanbul ou Milan, des entretiens avec des spécialistes et étudiants roumains aux États Unis et au Canada, des entretiens avec des rapatriés roumains, des moldaves et des investisseurs étrangers-citoyens roumains maintenant, ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour une démarche de ce type. En outre, des difficultés majeures se sont présen-

tées à chaque rencontre, chaque entretien, chaque tentative pour avoir des informations pertinentes sur le sujet. La peur, la suspicion permanente, la mauvaise compréhension du langage et l'impatience de chaque individu rencontré étaient les caractéristiques évidentes de tout instant de notre démarche.

Mais, en dépit de toutes les difficultés rencontrées, quelques conclusions pourraient être acceptées comme valable pour la situation des migrants par rapport à l'adaptation culturelle.

2. LES RAISONS DE LA «MIGRATION»

On utilise le mot «migration» pour désigner ce qu'habituellement on nomme déplacement ou circulation des individus entre différents pays ou régions, en sortant d'un système culturel pour entrer dans un autre. Normalement, le mot «migration» pourra être associé plutôt avec un phénomène de masse par lequel des populations entières se déplacent pour occuper un endroit, un espace, une surface, de manière définitive ou provisoire. La migration dans le sens que nous admettons ici s'applique à toute sorte de circulation actuelle de l'individu à la recherche d'un emploi, d'un endroit ou d'un état meilleur que celui d'origine et qui se trouve dans un autre pays que le (la) sien(ne). Dans ce sens, on pourra classer les sujets de la migration dans les catégories suivantes:

- les chercheurs d'emplois;
- les expatriés organisationnels;
- les situations d'évasion
- les étudiants de longue durée;
- les rapatriés;
- les demandeurs d'asiles politique et économique;
- les réfugiés et les transfuges;
- les «sans pays» (voyageurs permanents).

Chaque individu en situation de migration doit être considéré, au surplus, à travers ceux qui sont à sa recherche (membres de la famille, autres personnes, proches, amis etc.), obligés, déterminés ou influencés.

Les statistiques officielles ne sont pas en mesure de préciser les chiffres de tous les migrants, mais on pourra avancer des estimations. Tandis que les expatriés organisationnels, les étudiants à l'étranger et les demandeurs d'asiles peuvent être déterminés avec précision, les autres catégories pourront être évaluées sur la base de coefficients. Le plus difficile est d'estimer les chiffres sur les chercheurs d'emplois, les réfugiés et les transfuges, d'une part, sur leurs accompagnateurs, d'autre part.

Par ailleurs, s'agissant des motivations des différentes catégories de migrants, il est impossible de trouver un trait commun, même si la recherche d'un meilleur état peut sembler être une caractéristique assez générale. En les regroupant en fonction de «la rationalité» de la motivation on pourra identifier trois catégories de migrants:

- les rationnels;
- les forcés;
- les aventuriers.

Pour le premier groupe, la raison essentielle de leur déplacement est la recherche d'un meilleur développement de leur carrière ou de leur profession. On retrouve dans ce groupe les expatriés organisationnels, les étudiants de longue durée et les rapatriés, principalement, «chercheurs d'emplois». C'est la catégorie acceptée généralement par les réglementations officielles et l'opinion publique. Pour ce groupe, il s'agit d'une motivation reconnue par les autres. Même les chercheurs d'emplois sont acceptés au fur et à mesure qu'ils (elles) sont considérés comme utiles pour les systèmes d'accueil.

Dans le deuxième groupe, nous avons ceux qui sont obligés de quitter leurs origines pour trouver un endroit disponible pour les accueillir. Il n'y a pas d'autres raisons, même s'il y a parmi eux, des personnes intéressées par la migra-

tion. Les demandeurs d'asiles politiques, les réfugiés et les transfuges font partie de ce groupe.

Le troisième groupe est le plus hétérogène, la seule caractéristique commune étant l'esprit aventurier. Les personnes en situation d'évasion, les «sans-pays» et une partie des chercheurs d'emplois quittent leur pays en essayant d'aller vers un monde inconnu, en acceptant et en assumant tout risque engendré. Leur sens de l'aventure est plus élevé et l'inconnu beaucoup plus intéressant que l'équilibre et la sécurité de leur vie, leur carrière, leur profession etc. Par ailleurs, les individus de ce groupe sont souvent en déplacement perpétuel en différents endroits, en donnant toujours les mêmes raisons, à savoir qu'ils (elles) n'ont pas encore trouvé de meilleure position, emploi, société etc.

Parmi les raisons de la migration, particulièrement de la migration clandestine, on doit citer la «persuasion» pratiquée par des organisations et sociétés commerciales qui pratiquent l'export de la force de travail. Un sujet qui mérite une approche spéciale et des mesures politiques au niveau de chaque pays exportateur de force de travail. Comme on le sait, la Roumanie est un pays connu pour le trafic des femmes vers Turquie, l'Italie, la Grèce et les Balkans pour l'exploitation sexuelle, et pour celui des hommes pour le travail clandestin en Grèce et Israël. Les migrants de ce groupe sont toujours entre les mains de quelques affairistes habiles, roumains ou étrangers.

3. LES MIGRANTS DES PAYS EX-COMMUNISTES: LE CAS ROUMAIN

Dans la problématique de la migration des individus de l'Est vers les pays ex-communistes (aujourd'hui en transition vers l'économie de marché) on pourra distinguer deux tendances pour les deux périodes correspondantes.

La période communiste a eu comme caractéristique dominante «l'illégalité» de l'émigration. Avec peu d'exception, les émigrants des pays communistes étaient des individus mécontents du système politique, avec des problèmes plus au moins conciliables avec le régime. La grande majorité a obtenu ou a été obligée d'avoir la «qualité de « demandeur d'asile ou d'expatrié (exilé, peut-être)

politique. Le nombre d'émigrants des pays communistes a été assez faible, sauf quelques moments d'explosion inattendus (tout de suite après la deuxième guerre, la période d'ouverture de la Hongrie, mais aussi après la révolution hongroise ou après l'invasion des armées communistes en Tchécoslovaquie). Dans des périodes définies, les émigrants majoritaires furent les rapatriés: juifs, Allemands, roumains, spécialement, mais aussi des juifs et des allemands soviétiques et quelques hongrois, roumains ou serbes ayant demandé à rejoindre leur pays d'origine.

Après la chute du mur de Berlin, la tendance de la migration s'est bien modifiée. Alors qu'auparavant le flux était presque à sens unique – de l'est vers l'ouest – après, la migration a connue une assez forte augmentation dans les deux sens.. Les raisons sont diverses en fonction de chaque pays d'origine et d'accueil.

Nous limiterons notre analyse à la situation de la migration roumaine (émigration-immigration). Comme références, nous avons quelques données statistiques concernant la période 1986 – 1998, sur lesquelles nous avons opéré des regroupements et des calculs pour faciliter l'analyse (voir tableaux 1 et 2).

Pour les Roumains, la chute du régime communiste a été considérée comme une grande libération et une ouverture vers le monde entier. Le nouveau régime a beaucoup affaibli les contraintes de la migration, plutôt de l'émigration que de l'immigration, et par suite, le nombre d'émigrés a presque triplé. Même pour 1989 les chiffres sont significatifs: 41363 émigres contre 37298 en 1988, mais, il faut préciser que cette faible augmentation s'est produite en quelques jours (la chute du régime Ceausescu a eu lieu le 22 décembre 1989). L'explosion de l'émigration est visible en 1990 (96969 personnes), mais après, le processus connaît une tendance dégressive pour se stabiliser au niveau d'avant la chute du régime.

La même tendance peut être constatée par les principaux pays de destination (Allemagne, Autriche, Hongrie, Israël). Pour les États Unis et le Canada d'une part et pour l'Italie d'autre part, la tendance est un peu différente, mais une stabilisation est aussi visible.

Concernant la nationalité des émigrés, la structure est assez stable. Les Roumains, les Allemands et les Hongrois sont de loin majoritaires, avec un

fort recul allemand et hongrois. L'explication de ces variations de structure dans la nationalité est le fait que le rapatriement d'allemands comme de juifs et, dans une moindre mesure de hongrois, a été déclenché avant la chute et a continué après, mais pour des raisons différentes.

Avant, le rapatriement des juifs et des allemands, en bonne partie, a fait l'objet d'un accord plus au moins explicite entre les gouvernements respectifs. Après, on a assisté à un exode des populations d'autres nationalités cherchant à échapper à leur pauvreté et à trouver la richesse dans les pays d'origine de leurs ancêtres. La situation des émigrés hongrois est un peu différente, la proximité géographique et les tensions ethniques de la période immédiate d'après la chute pouvant être évoquées comme raisons, en même temps que l'espoir de trouver un meilleur bien-être.

Mais, les chiffres que nous avons utilisés pour les émigrés concernent tout simplement les émigrés officiels ou réglementaires, ceux qui ont été ainsi enregistrés. Les chiffres réels pourraient être légèrement doublés. Les chercheurs clandestins de travail, les travailleurs saisonniers ou embauchés pour des périodes déterminées à l'étranger, les étudiants en formation à l'étranger ou y demeurant pour chercher un emploi et aussi les touristes «d'un jour pour toujours» ne sont pas enregistrés officiellement comme émigrés mais ils sont dans la situation (peut-être aggravée) des émigrés. Dans cette catégorie, on doit distinguer un groupe très important de travailleurs, plus au moins réglementaires, qui cherchent et parfois trouvent un emploi dans d'autres pays. Il n'y a pas des statistiques officielles, mais on reconnaît qu'il y a quelques destinations «privilegiées»: Israël, Grèce, Allemagne, Italie, Hongrie, Serbie, et dans les dernières années, Espagne, Irlande et Portugal. Un autre groupe, assez peu visible, mais important, est formé par des étudiants en formation qui débute dans des conditions réglementaires et qui demeurent en occident pour des durées indéfinies en cherchant des emplois ou pour continuer leur formation jusqu'au moment où ils trouveront une situation acceptable. Leur statut reste indéfini pour de longues périodes. On connaît des groupes d'étudiants roumains hors-période réglementaire aux États Unis et au Canada, mais aussi dans quelques pays européens.

La situation des immigrés, majoritairement des rapatriés, est assez différente.

Le tableau 3 nous montre une croissance assez forte des immigrés en Roumanie, également en termes de nationalités. Ainsi, dans la période 1990-1998, le nombre des rapatriés vers la Roumanie a presque triplé. La grande majorité des rapatriés en Roumanie est formée d'individus inadaptés à l'étranger et d'un petit nombre d'investisseurs d'origine roumaine (roumains, allemands, hongrois ou juifs en tant que nationalité) qui ont émigré avant ou après 1989 et qui ont réussi dans les affaires.

Au niveau des immigrés, on devrait considérer une marge d'environ 20% pour les étrangers établis en Roumanie dans la même période, dont plus de 90% sont des moldaves qui ont demandé la citoyenneté roumaine. Parmi les entrées en Roumanie, il faut considérer les étrangers clandestins (les Asiatiques en transit vers l'occident sont majoritaires) et les étudiants étrangers (grecs, palestiniens et moldaves, principalement) en formation, assez nombreux et parmi lesquels un petit nombre restera ici (mariages, affaires, emplois).

Très intéressant et tout aussi important pour notre analyse est la situation d'un très petit nombre d'investisseurs étrangers, autres que Roumains d'origine, qui ont demandé la citoyenneté roumaine. Il s'agit de quelques centaines d'étrangers ayant des origines très différentes: chinois, italiens, grecs, français, américains etc. Leur adaptation culturelle est presque miraculeuse. Les raisons parfois invoquées semblent être plutôt sentimentales (affinités culturelles, intégration sociale, amitiés, religion etc.) et assez peu affairistes. Mais, certainement, ils ont eu un succès important dans leurs affaires. Les étrangers inadaptés qui n'ont pas réussi sont aussi nombreux et méritent une analyse plus ample.

4. QUELQUES DIFFICULTES D'ADAPTATION ET LEURS CONSEQUENCES

Dans la migration que nous avons étudié(de et vers la Roumanie) nous avons estimé quelques taux de réussite qui sont intéressants dans l'analyse. Ainsi, le taux général de réussite (rapport entre le nombre de migrants stabilisés

dans un autre pays après un ou quelques déplacements en dehors de leur pays) se situe entre 10 et 20%. Le taux de réussite provisoire (rapport entre ceux qui ont obtenu un emploi dans un autre pays et ceux qui l'ont quitté pour en trouver un) est d'environ 30%. Le taux de réussite des petits investisseurs étrangers en Roumanie (rapport entre les sociétés commerciales à capital étranger enregistrées et celles qui ont résisté plus d'un an) est d'environ 35 %. Il est évident que les échecs des migrants sont très nombreux. Dans notre analyse, il y a des cas non-enregistrés, des situations sur lesquelles il n'y a pas de statistiques.

Par rapport au taux d'échec, l'identification des principales difficultés d'adaptation ou d'intégration est nécessaire. Nous présenterons quelques-unes des plus fréquentes parmi les cas rencontrés.

Une première difficulté d'intégration concerne la perception sociale des étrangers dans le pays de destination ou d'accueil. En général, l'attitude des collectivités du pays d'accueil est assez réticente par rapport aux étrangers en situation d'immigrants ou de chercheurs d'emplois. Cette perception est un peu différent d'un pays à l'autre. Par exemple, les Américains sont plus ouverts que les Européens. Mais, presque toujours la première génération d'immigrés est considérée comme sacrifiée. Les exceptions sont assez rares et concernent les spécialistes de haut niveau qui bénéficient d'une reconnaissance presque immédiate de leurs compétences professionnelles mais qui ont aussi des problèmes de reconnaissance sociale à l'endroit du domicile. Pour les Roumains à l'étranger, cette situation a parfois comme conséquence la négation ou le passage sous silence de leur origine. Le fait d'être vu comme roumain n'est pas positif pour quelqu'un de Roumanie cherchant un emploi ou un domicile à l'étranger. Parfois des connotations négatives sont perçues dans des circonstances quelconques: le positionnement des communautés chinoises ou maghrébines dans un entretien avec une personne de la région, de la ville ou du village d'accueil, des références aux faits négatifs des roumains dans des journaux locaux etc.

Une autre difficulté parfois évoquée est la langue. C'est une difficulté transitoire mais importante pour les diplômés qui essaient d'avoir une reconnaissance professionnelle et aussi sociale le plus vite possible après leur arrivée à

l'étranger. Il ne s'agit pas de la langue littéraire ou scolaire mais du langage de communication quotidienne, parfois très différent et pas facile à l'assimiler. Il ne s'agit pas de mots, propositions, phrases ou expressions mais de normes culturelles de communication dans les entretiens, interviews, relations avec les clients ou les fousseurs etc.

Une difficulté qui peut expliquer beaucoup d'échecs est d'ordre psychologique et a comme origine l'inquiétude et le caractère provisoire de la situation d'un immigré, d'un expatrié, chercheur d'emploi etc. C'est l'angoisse et la dépression qui arrive très vite et fera de l'individu un éternel déboussolé avec, un supplément, des difficultés d'adaptation.

Le passage vers un autre système d'organisation administrative et de normes juridiques apporte des difficultés qui appartiennent aux normes réglementaires. Pour un migrant, les réglementations administratives et juridiques d'un autre pays sont totalement ou presque inconnues. Premièrement et au début, il les considère comme hostiles et non favorables. Ultérieurement il constatera que cela est vrai et il essaiera de se débrouiller comme chez lui pour les sauter ou les contourner.

Pour protéger les migrants, on a créé des organismes spécialisés ayant comme mission de fournir aux intéressés des renseignements sur les réglementations des pays de destinations. En Roumanie, le gouvernement a attribué un siège à Bucarest pour l'Organisation Internationale pour la Migration, mais celle-ci ne donne pas encore d'assistance directe. Un problème conjoint concerne la protection des migrants, particulièrement en situation d'exploitation (prostitution, travail clandestin etc.). En Roumanie il n'y a pas de lois spécifiques concernant l'exploitation humaine, sauf quelques réglementations d'interdiction sur certains aspects (le proxénétisme et le viol). Dans d'autres pays, particulièrement à l'occident, des lois concernant les migrants et l'exploitation sont bien claires et protectrices, mais les migrants, eux-mêmes, ne les connaissent pas. Ainsi, ils sont parfois victimes de firmes plus au moins clandestines qui en profitent.

5. POINTS DE REPERES POUR L'ESTIMATION DES COÛTS DE LA MIGRATION

Les flux de migration sont toujours associés à des coûts, parfois assez élevés.

Les coûts de la migration peuvent être visibles et mesurables d'une part, non – visibles et non-mesurables d'autre part. Les premiers concernent les composantes économiques de la formation et du déplacement, les deuxièmes portent sur les dimensions intrinsèques de l'adaptation ou de l'intégration dans le milieu culturel et professionnel de destination (on préfère ce mot à celui d'«accueil» impliquant l'idée d'une résistance quelconque du milieu).

Le coût économique est, en principe, assez facile à définir et même à mesurer. Ainsi, au niveau individuel (pour une personne migrante), ce coût pourra être estimé comme la somme des dépenses de formation d'un individu, en additionnant les frais de voyage et d'installation à l'étranger jusqu'au moment de l'obtention du premier revenu (salaire). En principe et par convention, on peut accepter seulement la période de maturité de la formation (lycée et université) pour estimer le coût correspondant et les dépenses moyennes de déplacement et d'installation pour chaque pays de destination et par personne pour le coût respectif. Ainsi, pour un roumain avec une formation universitaire normale (4 ans) ayant émigré en Europe occidentale, le coût de formation est d'environ 10 000 Euro (3500 euro pour le lycée et 6500 euro pour l'université), tandis que le coût de déplacement et d'installation représente environ 4000 euro (400 euro pour le transport et 3600 euro pour le logement et la nourriture pendant six mois). Le montant total estimé comme coût économique pour une personne émigrée est donc de 14 000 euro. Si on ajoute la perte du salaire moyen (environ 140 euro) en Roumanie pour six mois, le montant économique totale s'élève à 15 000 euro par personne.

Le montant des dépenses économiques que nous avons estimées doit être partagé entre ceux qui le prennent en charge. Pour la Roumanie 2/3 (environ 10 000 euro) est assumé par l'Etat et le reste par l'individu. Dans le pays de destination il y a parfois un coût de reconversion pour des périodes variable. Mais les sommes octroyées peuvent être assez importantes. Dans quelques pays d'accueil

ayant une politique de recrutement systématique à l'étranger, il y a des programmes d'intégration sociale, avec des allocations importantes pour l'hébergement, l'intégration des enfants ou des adultes etc. Dans ce cas, il faut corriger les sommes que nous avons estimées antérieurement.

Au niveau des rapatriés, le coût économique de l'intégration est très différent, même si les composants sont les mêmes. Dans ce cas, les dépenses de formation, de déplacement et d'installation sont différentes. Ainsi, pour un rapatrié roumain en provenance de France, qui a fait toute sa formation et qui a travaillé en France, le coût correspondant est d'environ 60 000 euro, tandis que le transport et l'installation (pour une période d'attente de six mois) donnent un coût de 2500 euro par personne. La personne en cause prend en charge, cette fois-ci, 7000 euro, compte tenu du fait qu'en France la formation est prise en charge par l'état.

La situation d'un investisseur étranger en Roumanie est très différente par rapport à la situation d'un rapatrié. Le coût d'intégration de l'investisseur est formé par les dépenses réglementaires pour l'enregistrement et le début de l'activité. La suite pourra être le succès ou l'échec. Le succès est accompagné d'une récupération des dépenses tandis que l'échec a comme effet une augmentation des pertes. Le niveau du coût est donc très variable et strictement en liaison avec le niveau des capitaux investis.

Les facteurs déterminants du coût non-visible sont toujours cachés mais très importants. Il s'agit, principalement, des influences à court et moyen terme sur la productivité et le potentiel socio-psychologique de l'individu.

Sur le plan de la productivité, les effets s'estompent sur une assez longue période (parfois quelques années) parce que l'individu migrant (même en situation d'expatrié organisationnel) fait des efforts pour être bien apprécié par l'employeur et le nouveau milieu socioprofessionnel. Il accepte de travailler plus que les autres, il assume des tâches refusées par d'autres, il dissimule bien et parvient à une productivité supérieure à celle des autres. En fait, dans des conditions normales (chez lui, dans son milieu culturel et socioprofessionnel), sans pression, inquiétude et angoisse, il réaliserait de 30 à 40% de productivité supplémentaire. C'est la raison pour laquelle beaucoup de monde, immigrants et

les travailleurs étrangers sont bien appréciés pour leur capacité de travail, leur docilité et leur productivité. Mais, a moyen et long terme, la productivité diminue. C'est la fatigue, l'affaiblissement physique qui s'installe après des années de travail.

Parfois les immigrants tombent malades trop vite et l'on accuse leurs antécédents d'avant l'immigration. Parfois ils renoncent à leur travail pour prendre des activités en dehors des réglementations. Parfois ils s'organisent groupes de revendications sociales. Parfois ils s'accrochent à des sectes religieuses. Et l'explication est presque toujours trouvée dans leur situation économique précaire (raisons politiques) ou dans les «stimuli» héréditaires.

Les coûts non-mesurables concernent la métamorphose culturelle de l'individu en situation de changement de «domicile». Il ne s'agit pas de dépenses au sens économique mais des changements psycho-comportementaux de l'individu soumis à une adaptation culturelle par le déplacement qu'il assume par le choix d'un autre domicile dans un autre pays. Parce que l'individu en migration est obligé de s'adapter à une autre culture, parfois très différente de la sienne. Et pour réaliser l'adaptation il fait des efforts, il renonce, il se corrige, il se défait, il pleure et déplore, il passe de l'angoisse à l'extase, il admire ou déteste, il souffre et guérit, il gagne ou il perd. Les métamorphoses qui se produisent pendant l'adaptation ont des coûts. Mais nous n'avons pas la possibilité de chiffrer ces coûts ni pour l'individu, ni pour la société, ni pour le groupe auquel il appartient. Ce que nous proposons comme estimation de ces coûts est une convention grossière: le taux d'échec de la migration. Et si quelqu'un était intéressé par la dimension économique de ces coûts, il pourrait multiplier le nombre d'individus qui n'ont pas réussi en terme de coût économique de migration par personne. L'estimation obtenue est un substitut du coût réel de la métamorphose culturelle pour l'ensemble d'une population en migration (immigré, émigré, ou déplacé d'un pays vers un autre ou vers d'autres) dans une période déterminée et rien d'autre. Les politiques des gouvernements ne sont pas tenues de les prendre en considération.

BIBLIOGRAPHIE

BERKELEY, John, Developing the new Europeans: promoting transnational mobility within initial formation, Education + Training, Vol. 40, No. 1, 1998, pp. 6-10

BOSCHE, Marc, Le management interculturel, Nathan, 1993 (coord.)

DUPRIEZ, Pierre, La résistance culturelle, DeBoeck Université, 2000 Simons, Solange (Eds)

GRAEN, George, Managing changes in globalizing business: how to manage cross-cultural business partners, Journal of Organizational Change Management, Vol. 9, No. 3, 1996, pp. 62-72

LEE, Monica, Understandings of conflict: a cross-cultural investigation, Personal Review, vol. 27, No. 3, 1988, pp. 227-242

ANNEXES

TABLEAU 1

L'évolution du nombre d'émigrants roumains,
par pays de destination (1986 – 1998)

L'année	Total	Allemagne	Autriche	EU Canada	Hongrie	Italie	Israël
1986	26509	13804	1705	3333	1184	328	1376
1987	29168	15377	1430	4383	1262	324	1694
1988	37298	13943	1544	3986	10529	386	1483
1989	41363	17378	1500	4734	11163	276	1486
1990	96929	66121	3459	6818	10635	1130	1227
1991	44160	20001	4630	7731	4427	1396	519
1992	31152	13813	3282	3691	4726	528	463
1993	18446	6874	1296	3171	3674	645	324
1994	17146	6880	1256	2601	1779	1580	417
1995	25675	9010	2276	4578	2509	2195	316
1996	21526	6467	915	5304	1485	1640	256
1997	19945	5807	1551	5192	1244	1706	215

TABLEAU 2

L'évolution des émigrants roumains, par nationalité (1990 – 1998)

Année	Roumains	Allemands	Hongrois	Juifs
1990	23888	60072	11040	745
1991	19307	15567	7494	516
1992	18104	8852	3523	224
1993	8814	5945	3206	221
1994	10146	4065	2509	177
1995	18706	2906	3608	131
1996	16767	2315	2105	191
1997	16883	1273	1459	136
1998	15202	775	1217	198

TABLEAU 3

L'évolution des rapatriés en Roumanie, par nationalité (1990 – 1998)

L'année	Total	Roumains	Allemands	Hongrois	Juifs
1990	3095	2139	177	290	172
1991	3443	2544	116	283	154
1992	3077	2255	106	185	198
1993	3257	2296	139	284	200
1994	3304	2428	146	267	129
1995	5507	4604	196	259	76
1996	6265	5332	225	311	-
1997	8432	7288	268	361	144